RCS : BOURG EN BRESSE
Code greffe : 0101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOURG EN BRESSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 01183
Numéro SIREN : 497 510 743
Nom ou dénomination : ABBAX FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 23/01/2018 sous le numéro de dépôt 1210

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

32 AV ALSACE LORRAINE - CS 50317
01011 BOURG EN BRESSE CEDEX

WWW.INFOGREFFE.FR
TEL. 04 74 32 00 03

RECEPISSE DE DEPOT

CMS-BUREAU FRANCIS LEFEBVRE (LYON)
174 rue de Créqui
CS 23516
69422 LYON CEDEX 03

V/REF :
N/REF : 2011 B 1183 / 2018-A-1210

Le greffier du tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse certifie qu'il a reçu le 23/01/2018, les actes suivants :

Décision(s) de l'associé unique en date du 01/12/2017
- Augmentation du capital social
- Modification(s) statutaire(s)
- Fusion absorption

Déclaration de conformité en date du 01/12/2017
- Fusion absorption

Statuts mis à jour en date du 01/12/2017

Concernant la société

ABBAX FRANCE
Société par actions simplifiée
les Teppes
01380 Saint-Cyr-sur-Menthon

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-A-1210 le 23/01/2018
R.C.S. BOURG EN BRESSE 497 510 743 (2011 B 1183)

Fait à BOURG-EN-BRESSE le 23/01/2018,
Les greffiers

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE (AIN)

ABBAX FRANCE
Société par actions simplifiée
au capital de 51.020 euros
Siège social : Les Teppes
01308 ST CYR SUR MENTHON
497 510 743 RCS BOURG EN BRESSE

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 1er DECEMBRE 2017

LA SOUSSIGNEE :

- La société ILTOM SPA, société de droit italien au capital de 780.000 euros, dont le siège social est à ROMANENGO (Italie), Via Delle Industrie 26/28, identifiée sous le numéro fiscal 00815260195, représentée par Monsieur Luca VENTURELLI,

Agissant en qualité d'associée unique de la société ABBAX FRANCE.

APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE :

- Du traité de fusion conclu entre les sociétés REXO FRANCE et ABBAX FRANCE et ses annexes, en date à Lyon du 10 Octobre 2017,

- Du récépissé du dépôt aux Greffes de Clermont-Ferrand et Bourg en Bresse du projet de traité de fusion visés ci-dessus,

- Des récépissés du BODACC valant certification de publication pour le 20 octobre 2017 et 21 et 22 octobre 2017 de l'avis de projet de fusion,

- Du rapport du Président,

- Du rapport du Commissaire aux apports relatif à la fusion entre REXO FRANCE et ABBAX FRANCE

- Des comptes annuels approuvés par l'associé unique des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération,

- Des décisions de l'associée unique de la société REXO FRANCE en date de ce jour, approuvant la fusion par absorption de la société REXO FRANCE dans la société ABBAX FRANCE,

ET APRES AVOIR RAPPELE QUE :

- Par décision en date du 06 octobre 2017, il a été décidé de ne pas procéder à la désignation d'un Commissaire à la fusion, dans le cadre d'un projet de fusion et ce, conformément à la faculté offerte à l'article L.236-10 II du Code de commerce ;

- Par décision en date du 06 octobre 2017, il a été décidé la désignation d'un Commissaire aux apports chargé d'apprécier, dans le cadre de ladite fusion, la valeur des apports en nature devant être effectués dans le cadre de la fusion et ce, conformément à l'article L.236-10 III du Code de commerce.

A ADOPTE LES DECISIONS CI-APRES AYANT POUR OBJET :

- Fusion des sociétés ABBAX FRANCE et REXO FRANCE par absorption de la seconde dans la première, et plus particulièrement :
- Rapport du Président sur le projet de fusion susvisé,
- Rapport du Commissaire aux apports,
- Examen et Approbation de la fusion par absorption de la société REXO FRANCE dans la société ABBAX France et du projet de traité de fusion correspondant,
- Constatation de la réalisation définitive de la fusion,
- Augmentation consécutive du capital social,
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts,
- Affectation de la prime de fusion
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associée unique, déclarant avoir entièrement connaissance

1°) du projet de traité fusion et de ses annexes signé le 10 octobre 2017 avec la société REXO FRANCE, société à responsabilité limitée au capital de 130 000 euros, dont le siège social est à DORAT (63300) La Chauprillade immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 749 897 047 RCS CLERMONT FERRAND aux termes duquel la société REXO FRANCE fait apport, à titre de fusion, à la société ABBAX FRANCE de la totalité de ses biens et droits actifs moyennant :

a) la prise en charge par la société ABBAX FRANCE de l'ensemble des obligations et du passif de la société REXO FRANCE ainsi que des frais entrainés par sa dissolution,

b) l'attribution à l'associée unique de la société REXO FRANCE de 928 actions d'un nominal de 10 euros chacune, à créer par la société ABBAX FRANCE à titre

d'augmentation de capital et suivant un rapport d'échange de 1 action de la société ABBAX FRANCE contre 14 actions de la société REXO FRANCE,

2°) du rapport du Président,

3°) du rapport du cabinet **MB Associés**, ès-qualités de Commissaire aux apports relatif aux apports,

4°) des décisions de l'associée unique de la société REXO FRANCE, de ce jour, ayant approuvé la fusion précitée,

- Décide d'approuver purement et simplement la fusion, objet du projet précité, selon les modalités qui y sont stipulées, notamment l'évaluation de l'apport fusion, sa rémunération ainsi que la parité d'échange retenue pour les titres à attribuer à l'associée unique de la société absorbée.

- Prononce la réalisation définitive de la fusion des sociétés REXO France et ABBAX FRANCE par absorption de la première dans la seconde dans les termes et selon les modalités prévues au projet de traité de fusion conclu le 10 octobre 2017.

DEUXIEME DECISION

Comme conséquence de la résolution qui précède, l'associée unique décide d'augmenter le capital social de la société de 9 280 € pour le porter de 51 020 € à 60 300 € par l'émission de 928 actions au nominal de 10 € chacune, à attribuer à l'associée unique de la société REXO FRANCE dans la proportion fixée par le rapport d'échange convenu.

Ces nouvelles actions sont créées à compter de ce jour et portent jouissance à compter du 1er janvier 2017.

Elles sont soumises à toutes les dispositions statutaires et réglementaires.

Elles sont entièrement assimilées aux actions actuellement existantes de la société ABBAX FRANCE.

L'associée unique constate que la prime de fusion, représentant la différence entre d'une part, la valeur nette des biens apportés, soit 11 381 € et d'autre part, la valeur nominale des titres émis en contrepartie, soit 9 280 €, s'élève à 2 101 € au titre de l'apport fusion consenti par la société REXO France.

TROISIEME DECISION

Comme conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'associée unique décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

" ARTICLE 6 – APPORTS

A la fin de cet article, est rajouté le paragraphe suivant :

V. Aux termes d'un projet de Traité d'apport fusion en date du 10 octobre 2017, approuvé par décision de l'associée unique de la Société en date du 1er Décembre 2017, la société REXO FRANCE, société à responsabilité limitée au capital de 130 000 Euros, dont le siège social est à DORAT (63300) – La Chauprillade immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 749 897 047 RCS CLERMONT FERRAND a fait apport à titre de fusion à la Société de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif ; le capital a ainsi été augmenté de ..... *9 280 €*

par création de 928 actions nouvelles, lesquelles ont été attribuées intégralement à l'associée unique de la société REXO FRANCE. A l'issue de la fusion, le capital de la Société ressort en définitive à 60 300 euros, divisé en 6 030 actions de 10 € chacune,

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante mille trois cent Euros (60 300 €) et divisé en 6 030 actions de 10 euros de valeur nominale chacune. »

QUATRIEME DECISION

L'associée unique approuve spécialement les dispositions du projet de traité de fusion conclu avec la société REXO FRANCE relative à l'affectation de la prime de fusion dégagée par cette opération.

Elle décide, en conséquence :

- de prélever sur cette prime la somme nécessaire à la dotation de la réserve légale, soit la somme de 928 €,

- de prélever sur cette prime, toute somme en vue de satisfaire aux prescriptions de la réglementation fiscale,

- d'autoriser le Président à imputer, s'il le juge utile, sur cette prime l'ensemble des frais, droits, impôts et honoraires occasionnés par la fusion ainsi que ceux consécutifs à l'augmentation de capital et à la réalisation de la fusion,

- d'autoriser en tant que de besoin, l'associée unique à donner à la prime de fusion, ou au solde de celle-ci après les imputations ci-dessus, toutes autres affectations autre que l'incorporation au capital.

CINQUIEME DECISION

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités légales et réglementaires qui sont la suite et la conséquence de l'opération de fusion adoptées.

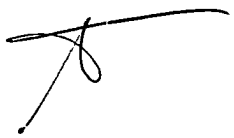
En outre, l'associée unique confère tous pouvoirs au gérant de la société absorbante pour signer les déclarations de régularité et de conformité prévues à l'article L.236-6 du Code de commerce relatives aux deux opérations de fusion adoptées.

Fait à ROMANENGO
Le 1er Décembre 2017

L'associée unique
Pour la société ILTOM SPA
Mr Luca VENTURELLI



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
BOURG-EN-BRESSE
Le 06/12/2017 Dossier 2017 22385, référence 2017 A 00123
Enregistrement : 375 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros
Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros
L'Agent administratif des finances publiques



ABBAX FRANCE
Société par actions simplifiée
Capital social : 60 300 euros
Siège social : Les Teppes
01308 ST CYR SUR MENTHON
497 510 743 RCS BOURG
EN BRESSE

REXO FRANCE
Société à responsabilité limitée
Capital social : 130 000 euros
Siège social : La Chauprillade
69300 DORAT
749 897 047 RCS CLERMONT FERRAND

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LE SOUSSIGNE :

1) – **Monsieur Bruno DEPLANCHE,** ès-qualités de :

- Gérant de la société REXO FRANCE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'associé unique en date du 6 octobre 2017,

- Président de la société ABBAX FRANCE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'associé unique en date du 6 octobre 2017,

FAIT LES DECLARATIONS SUIVANTES, en application des articles L.236-6 et R.236-4 du Code de commerce, à l'appui de la demande d'inscription modificative qu'ils déposent au registre du commerce et des sociétés ensuite des opérations ci-après relatées.

EXPOSE

I. - TRAITE DE FUSION :

Aux termes d'un acte sous-seings privés en date à Lyon du 10 octobre 2017, il a été établi entre la société REXO FRANCE et la société ABBAX FRANCE, un projet de traité de fusion.

Ce projet de traité de fusion a exposé les motifs, buts et conditions de la fusion, indiqué la date à laquelle ont été arrêtés les comptes des Sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération et contenait la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société REXO FRANCE transmis à la société ABBAX FRANCE, le rapport d'échange des titres, ainsi que le montant de la prime de fusion.

Ce traité de fusion exposait également les méthodes d'évaluations utilisées et les motifs du choix du rapport d'échange des titres. La date d'arrêté des comptes des deux sociétés était fixée au 31 décembre 2016, toutes les opérations actives et passives de la société REXO

FRANCE à compter de cette date devant être prises en charge par la société ABBAX FRANCE.

Il résultait du traité de fusion que la société REXO FRANCE devait apporter ses éléments d'actif estimés pour une valeur de 1 197 391 euros,

A charge pour la société ABBAX FRANCE de payer, en l'acquit de la société REXO FRANCE tout le passif de cette société s'élevant à 1 216 010 euros, soit un apport net de 11 381 euros.

En rémunération de cet apport, il était stipulé que l'associée unique de la société REXO FRANCE recevraient 928 actions de 10 euros chacune à émettre par la société ABBAX FRANCE à titre d'augmentation de capital, à raison de 1 action de la société ABBAX FRANCE pour 14 actions de la société REXO FRANCE.

Une prime de fusion de 2 101 euros, correspondant à la différence entre la valeur de l'apport d'actif net fait par la société REXO France et la valeur nominale des actions effectivement créées à titre d'augmentation de capital de la société ABBAX France était également prévue, ladite prime de fusion devant être inscrite à un compte intitulé "Prime de fusion".

Ce traité de fusion stipulait également que la société REXO FRANCE se trouverait dissoute de plein droit à l'issue des décisions de l'associée unique qui constaterait la réalisation de l'augmentation de capital de la société ABBAX FRANCE au titre de la fusion.

Il stipulait enfin que le passif de la société REXO FRANCE étant pris entièrement en charge par la société ABBAX FRANCE, la dissolution de la société REXO FRANCE ne serait suivie d'aucune opération de liquidation.

II. - DEPOT DES ACTES :

- Deux exemplaires du traité de fusion ont été déposés :

* le 16 Octobre 2017 au Greffe du Tribunal de Commerce de CLEMONT FERRAND pour la société REXO FRANCE,

* le 16 Octobre 2017 au Greffe du Tribunal de Commerce de BOURG EN BRESSE pour la société ABBAX FRANCE.

IV. - COMMISSARIAT AUX APPORTS :

Par décision en date du 06 octobre 2017, il a été décidé :

- de ne pas procéder à la désignation d'un Commissaire à la fusion, dans le cadre d'un projet de fusion et ce, conformément à la faculté offerte à l'article L.236-10 II du Code de commerce ;
- la désignation d'un Commissaire aux apports chargé d'apprécier, dans le cadre de ladite fusion, la valeur des apports en nature devant être effectués dans le cadre de la fusion et ce, conformément à l'article L.236-10 III du Code de commerce.

Le rapport du Commissaire aux apports a été déposé au siège social de la société absorbante, huit jours au moins avant la date des décisions de l'associée unique de cette Société, ainsi qu'aux Greffes du Tribunal de Commerce de CLERMONT FERRAND et de BOURG EN BRESSE le 22 novembre 2017.

V. – DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DE LA SOCIETE ABSORBEE.

Suivant délibérations en date du 1er Décembre 2017, l'Associée unique de la société REXO FRANCE a approuvé le projet de fusion avec la société ABBAX FRANCE, et décidé la dissolution de la société REXO FRANCE, sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital de la société ABBAX FRANCE.

VI. – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DE LA SOCIETE ABSORBANTE.

Suivant décisions en date du 1er décembre 2017, l'Associée unique de la société ABBAX FRANCE, a :

- approuvé purement et simplement la fusion, objet du projet sus-visé selon les modalités qui y sont stipulées, et notamment sa rémunération ainsi que la parité d'échange retenue ;

- décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 9 280 euros, par émission de 928 actions d'un nominal de 10 euros chacune, à attribuer à l'associée unique de la société REXO FRANCE, en contrepartie de l'apport-fusion effectué par cette Société ;

- constaté la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société REXO FRANCE ;

- décidé de modifier les articles concernés des statuts.

INSERTION

L'avis prévu par l'article R.210-9 du Code de commerce pour, notamment la réalisation de la fusion et par l'article R.237-8 du même Code pour la dissolution de la société REXO FRANCE, a été publié dans des journaux d'annonces légales, en date du 22 et 29 décembre 2017

DECLARATION

Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

- que la société REXO FRANCE est définitivement dissoute ;

- que la société ABBAX FRANCE a régulièrement augmenté son capital du montant prévu par le traité de fusion ;

- que la fusion des sociétés REXO FRANCE et ABBAX FRANCE par l'absorption de la première par la seconde, a été régulièrement réalisée ;

- que les statuts ont été modifiés corrélativement en conformité avec la loi et les règlements.

DEPOT DES PIECES

A l'appui de leur déclaration, les soussignés déposent au Greffe du Tribunal de Commerce compétent, avec un original de la présente déclaration de conformité et de régularité :

- Une copie certifiée conforme des décisions de l'associé unique de la société REXO FRANCE en du 1er décembre 2017 ;

- Une copie certifiée conforme des décisions de l'associé unique de la société ABBAX FRANCE en date du 1er décembre 2017;

- Une copie certifiée conforme des statuts mis à jour ;

- Un exemplaire du rapport du Commissaire aux apports ;

- Un exemplaire des Journaux d'Annonces Légales.

Fait le 1er décembre 2017

P/ la Société REXO France
Bruno DEPLANCHE

P/ la Société ABBAX FRANCE
Bruno DEPLANCHE

ABBAX FRANCE

Société par actions simplifiée

Capital social : 60.300 EUROS

Siège social :
ST CYR SUR MENTHON (01380)
Les Teppes

497 510 743 R.C.S. BOURG EN BRESSE

S T A T U T S

MIS A JOUR LE 1er DECEMBRE 2017
Copie certifiée conforme
Le Président
Bruno DEPLANCHE



STATUTS

TITRE I
FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE – DUREE

Article 1 - FORME

La société a été initialement constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé déposé au greffe le 23 avril 2007.

La société a été transformée en société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par les présents statuts aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 1er juillet 2011.

Tout appel public à l'épargne est interdit à la société.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- le pliage, la découpe, l'assemblage mécano soudé et la commercialisation de la tôle et de tous matériaux non ferreux et autres produits connexes et accessoires,

- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

ABBAX FRANCE

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'indication du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

ST CYR SUR MENTHON 01380 – Les Teppes

Article 5 - DUREE - EXERCICE SOCIAL

5.1. Conformément aux statuts d'origine sous forme de société à responsabilité limitée, la société a une durée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

5.2. L'exercice social commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 Décembre de La même année.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 - APPORTS

I. Lors de la constitution de la société, il a été fait apport en numéraire d'une somme de 50.000 euros par la société ILTOM Spa.

II. Il résulte des décisions de l'associée unique en date du 1er juillet 2011, que le capital social a été porté de CINQUANTE MILLE (50.000) EUROS à QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE CENT (466.100) EUROS, par souscription à due concurrence et par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, de 41.610 parts nouvelles.

III. Il résulte des décisions de l'associée unique en date du 1er juillet 2011, que le capital social a été porté de QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE CENT (466.100) EUROS à CINQUANTE MILLE (50.000) EUROS, par réduction de capital par voie d'annulation de 41.610 parts sociales.

IV. Aux termes des décisions de l'associée unique en date du 1er juillet 2011, le capital social de la Société a été augmenté en numéraire d'un montant de MILLE VINGT (1.020) EUROS, par l'émission de cent deux (102) actions de préférences nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, émises au pair.

V. Aux termes d'un projet de Traité d'apport fusion en date du 10 octobre 2017, approuvé par décision de l'associée unique de la Société en date du 1er décembre 2017, la société REXO FRANCE, société à responsabilité limitée au capital de 130 000 Euros, dont le siège social est à DORAT (63300) – La Chauprillade immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 749 897 047 RCS CLERMONT FERRAND a fait apport à titre de fusion à la Société de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif ; le capital a ainsi été augmenté de 9 280 € par création de 928 actions nouvelles, lesquelles ont été attribuées intégralement à l'associée unique de la société REXO FRANCE. A l'issue de la fusion, le

capital de la Société ressort en définitive à 60 300 euros, divisé en 6 030 actions de 10 € chacune.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante mille trois cent Euros (60 300 €) et divisé en 6 030 actions de 10 euros de valeur nominale chacune.

Article 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Le capital social peut être augmenté :

- Soit par l'émission, au pair ou avec prime, d'actions nouvelles, ordinaires ou de préférence, de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, libérées soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société,
- Soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes,
- Soit par apport en nature,

Le tout en vertu d'une décision collective des associés prise dans les formes et conditions déterminées au titre "*DECISIONS COLLECTIVES*" des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles ; ils peuvent renoncer individuellement à ce droit suivant les conditions et modalités fixées par la réglementation en vigueur. Les associés disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si la décision collective d'augmentation de capital l'a décidé expressément.

La décision collective qui décide l'augmentation de capital peut, dans les conditions et limites fixées par la loi, supprimer l'exercice du droit préférentiel de souscription et réserver la souscription des actions nouvelles à telle personne de son choix.

8.2. Le capital peut être réduit selon les formes et dans les conditions fixées par la loi.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

Article 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles sont inscrites en compte au nom de leur propriétaire à la diligence de la société, conformément à la réglementation en vigueur. A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui est délivrée par la société.

Article 10 - CONSTATATION DES DROITS ET MUTATION DE PROPRIETE

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres et comptes tenus à cet effet au siège social. La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur un registre paraphé et coté dit "Registre de Mouvements".

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre de mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

TITRE III
DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Article 11 - DROIT DE DISPOSITION SUR LES ACTIONS

Tout associé peut céder ou transmettre ses actions en pleine propriété, en usufruit ou en nue-propriété, à toute époque, sous réserve des dispositions limitatives des présents statuts.

Pour l'application de ces dispositions, les délais ci-après sont décomptés à partir du jour de la première présentation des notifications auxquelles il doit être répondu.

Toute cession effectuée en violation des clauses des présents statuts est nulle.

Article 12 - AGREMENT

Pour l'application du présent article les termes suivants auront le sens défini ci-après, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel :

- Le terme "*cession*" s'entend de toute mutation et/ou transmission d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ayant pour effet de transférer la pleine propriété, l'usufruit ou la nue-propriété d'actions, et, notamment, la vente, de gré à gré ou en vertu d'une décision de justice, l'apport en société, l'échange notamment par voie de fusion ou de scission, la cession de droits d'attribution ou de droit de souscription à une augmentation de capital ou la renonciation à un droit de souscription, le nantissement, le prêt de consommation, la licitation, le partage, la donation, la succession, la dissolution de communauté entre époux.
- Le terme "*cédant*" s'entend de l'associé auteur du projet de *cession* ou, en cas de succession ou d'adjudication des bénéficiaires de la *cession*.

12.1. Champ d'application

Les *cessions* d'actions consenties par l'associé unique ou entre associés, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les *cessions* d'actions au profit de tiers non associés ne peuvent intervenir qu'avec l'agrément préalable de la société donné par décision collective des associés, le *cédant* prenant part au vote.

12.2. Procédure

Le *cédant* doit notifier son projet de *cession* (ou, en cas de décès, l'ouverture de la succession) au Président de la société par lettre recommandée avec avis de réception ou encore par tout autre moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception, en indiquant :

- l'identité du bénéficiaire :
  - s'il s'agit d'une personne physique : ses nom, prénom, adresse, activité professionnelle ainsi que l'identité des sociétés dans lesquelles il exerce un mandat social,
  - s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination, sa forme, son capital, son siège, son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, la composition de ses organes de direction et l'identité de ses associés qui en détiennent le contrôle ultime,
- le nombre des actions dont la *cession* est envisagée,
- le prix offert ou la valeur retenue,
- les conditions de la *cession*.

Dans les trois mois qui suivent cette notification, le Président est tenu de notifier au *cédant* si la *cession* projetée est acceptée ou refusée. A défaut de réponse dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, le cédant peut librement procéder à la *cession* projetée.

12.3. Refus d'agrément

12.3.1. Rachat des actions

En cas de refus d'agrément, le *cédant* doit indiquer, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la société, dans un délai de dix jours à compter de la notification du refus, s'il renonce à son projet.

A défaut de cette renonciation expresse, la société est tenue de faire acquérir les actions faisant l'objet du projet de *cession*, soit par des associés ou par des tiers, soit, avec le consentement du *cédant*, par elle même étant précisé que, dans ce cas, elle devra céder ces actions dans un délai de six mois ou les annuler.

A cet effet, le Président notifiera au *cédant,* dans un délai de trois mois suivant la notification du refus d'agrément, l'identité du ou des cessionnaires ainsi que, le cas échéant, le nombre d'actions acquises par chacun d'eux. A défaut de notification dans ce délai, l'agrément sera réputé donné et le *cédant* pourra réaliser la *cession* initialement projetée.

12.3.2. Prix des actions

Le prix de rachat des actions de l'associé *cédant* par le cessionnaire désigné, sera fixé d'un commun accord entre eux.

En cas de désaccord, le prix sera déterminé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil. L'expert devra rendre son rapport dans les soixante jours à compter de sa nomination à moins que les parties ne se mettent d'accord sur une prorogation de ce délai. L'expert statuera souverainement et sa décision s'imposera aux parties. Toutefois, si le prix fixé par l'expert est inférieur de plus de 10 % au prix proposé par le cessionnaire, le *cédant* pourra renoncer à son projet de *cession* en notifiant sa décision à la société dans les dix jours suivant la date à laquelle le rapport de l'expert lui aura été remis.

Les frais d'expertise seront supportés par moitié entre le *cédant* et le cessionnaire.

12.3.3. Régularisation de la cession

Le rachat devra être régularisé dans délai d'un mois suivant la fixation du prix, par la signature des ordres de mouvements correspondants et le paiement comptant du prix de cession.

Si la cession n'est pas réalisée à l'expiration de ce délai de un mois, le *cédant* pourra réaliser la *cession* initialement projetée.

Article 13 - DROIT SUR L'ACTIF SOCIAL ET SUR LES BENEFICES

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs éventuellement stipulées dans les présents statuts.

Article 14 - OBLIGATIONS DES ASSOCIES

14.1. Adhésion aux statuts

La propriété d'une action, même en usufruit, emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des organes sociaux.

14.2. Responsabilité

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

Les créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation, et doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

14.3. Indivision

A l'égard de la société, les actions sont indivisibles.

Les propriétaires indivis d'une action, à quelque titre que ce soit, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne désignée d'accord entre eux, ou à défaut en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

14.4. Rompus

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou droits nécessaires.

Article 15 - COMPTES COURANTS

La société peut recevoir de ses associés des fonds en compte-courant.

TITRE IV
REPRÉSENTATION - ADMINISTRATION ET DIRECTION

Article 16 - REPRESENTATION - NOMINATION DU PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président.

Le Président, personne morale ou personne physique, associée ou non, est nommé avec ou sans limitation de durée, par décision collective des associés.

Article 17 - ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DU PRESIDENT

Dans ses rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

A titre de mesure d'ordre interne, le Président ne pourra, sans autorisation préalable de la collectivité des associés :

- consentir des cautions, avals ou garanties ;
- céder les actifs mobiliers ou immobiliers de la Société ;
- contracter des emprunts ;

- prendre des engagements d'investissement d'un montant supérieur à 20 000 €.

Le Président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tout associé de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 18 - REMUNERATION DU PRESIDENT

La rémunération du Président est fixée, s'il y a lieu, par décision collective des associés.

Article 19 - CESSATION DES FONCTIONS DU PRESIDENT

Les fonctions du Président prennent fin, notamment, par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination, par démission, ou encore par révocation.

La révocation du Président intervient selon les mêmes formes et modalités que sa nomination sans qu'il soit nécessaire de justifier de justes motifs.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception ou encore par tout autre moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception. Elle ne produit ses effets qu'à l'expiration d'un délai de préavis de trois mois.

Article 20 - DIRECTEURS GENERAUX

La collectivité des associés peut nommer, pour la durée qu'elle détermine, un ou plusieurs directeurs généraux, associés ou non, personnes physiques ou morales.

Les directeurs généraux assistent le Président et assument la direction générale de la société. Ils sont, en application des présents statuts, investis des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président.

A titre de mesure d'ordre interne inopposable aux tiers, les directeurs généraux sont, le cas échéant, soumis aux mêmes limitations de pouvoir que le Président. En outre, le Président peut subordonner la conclusion par les directeurs généraux de certains engagements dont il détermine la nature et l'étendue, à son autorisation préalable. Ces limitations particulières de pouvoir pourront être décidées soit lors de la désignation des directeurs généraux, soit ultérieurement.

Les fonctions des directeurs généraux prennent fin, notamment, par l'arrivée du terme prévu lors de leur nomination, par démission, par révocation ou encore lors de la cessation du mandat du Président, pour quelque motif que ce soit.

Lorsque le Président cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

La révocation du ou des directeurs généraux intervient sur décision de la collectivité des associés qui n'a pas à justifier de justes motifs.

La collectivité des associés détermine la rémunération des directeurs généraux.

Article 21 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions conclues directement ou par personnes interposées entre la société et l'une des personnes énumérées par les textes de loi dont relève la société, doivent être soumises au contrôle des associés dans les conditions fixées par ces textes.

Le Président avise le commissaire aux comptes de la société des conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé dans le délai de deux mois suivant la clôture dudit exercice.

Le commissaire aux comptes doit établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice.
Les personnes intéressées à la convention, si elles sont associées, pourront prendre part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Si la société ne comporte qu'un seul associé, les conventions conclues directement ou par personnes interposées, entre la société et son dirigeant non associé, sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Ces conventions sont simplement mentionnées au registre des décisions de l'associé unique si elles sont intervenues entre la société et le dirigeant associé unique.

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Article 22 - APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par la loi.

TITRE V
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 23 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les comptes sociaux sont contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément aux prescriptions légales.

Un ou plusieurs commissaires suppléants sont désignés en vue de remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement, de démission ou de refus de ceux-ci. La suppléance d'un titulaire est assurée par le plus âgé des suppléants désignés.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sur décision collective des associés. Toutefois, les fonctions du commissaire suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions, après la prochaine décision collective qui approuve les comptes.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les assemblées générales d'associés. Il sera en outre informé de toute consultation des associés et sera destinataire des mêmes informations.

TITRE VI
DECISIONS COLLECTIVES

Article 24 - DOMAINE ET NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les actes ou opérations ci-après limitativement énumérés sont obligatoirement accomplis sur décision collective des associés, savoir :

24.1. Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ci-après sont qualifiées de décisions collectives ordinaires :

- Modification de la dénomination sociale.
- Transfert du siège social en France.
- Prorogation de la durée de la société.
- Modification des dates de l'exercice social.
- Agrément des cessions et transmission d'actions.
- Modalités de rémunération et de remboursement des comptes-courants d'associés.
- Nomination et révocation du Président.
- Fixation de la rémunération du Président.
- Nomination ou renouvellement des commissaires aux comptes.
- Approbation des comptes annuels, même en période de liquidation, des conventions réglementées, affectation des résultats et distribution de dividendes.

- Plus généralement, toutes les décisions qui ne relèvent pas d'une décision collective extraordinaire ou devant être prises à l'unanimité.

Les décisions collectives ordinaires sont prises, sur première convocation ou consultation écrite, à la majorité des voix attachées aux actions composant le capital social. Si le nombre d'actions présentes, représentées ou exprimées ne permet pas d'atteindre cette majorité, les décisions collectives ordinaires proposées seront prises, sur deuxième convocation ou consultation écrite, à la majorité des voix exprimées.

24.2. Décisions collectives extraordinaires

Les décisions collectives ci-après sont qualifiées de décisions collectives extraordinaires :

- Modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement.
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif.
- Emission d'obligations, de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès à une quotité du capital de la société ou un droit de créance général sur son patrimoine, ou création d'actions de préférence.
- Dissolution, liquidation.
- Nomination et révocation du liquidateur en cas de dissolution, fixation de sa rémunération.
- Transformation en une société d'une autre forme.
- Modification des dispositions des présents statuts autres que celles pouvant être décidées par le Président ou devant faire l'objet d'une décision ordinaire ou unanime des associés.
- Difficulté d'interprétation quant à la répartition des compétences de chacun des organes de la société.

Les décisions collectives extraordinaires sont prises, sur première convocation ou consultation écrite, à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions composant le capital social. Si le nombre d'actions présentes, représentées ou exprimées ne permet pas d'atteindre cette majorité, les décisions collectives extraordinaires proposées seront prises, sur deuxième convocation ou consultation écrite, à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

24.3. Décisions collectives prises à l'unanimité

Sont modifiées ou adoptées à l'unanimité des associés, les clauses et dispositions statutaires suivantes :

- Agrément des cessions d'actions.
- Transfert du siège social à l'étranger.
- Inaliénabilité des actions.
- Suspension des droits non pécuniaires.
- Exclusion d'un associé.
- Augmentation des engagements des associés.

Article 25 - FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée générale ou par voie de consultation écrite. Elles peuvent également résulter du consentement des associés exprimé dans un acte.

Toutefois, pour toute décision, la tenue d'une assemblée est de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital social.

En cas de démembrement de propriété, la demande ne pourra émaner que de la personne, usufruitière ou nue-propriétaire, titulaire effectif du droit de vote selon la nature des décisions figurant à l'ordre du jour.

25.1. Assemblées générales

25.1.1. Convocation

- Auteur de la convocation :

Les assemblées générales sont convoquées par le Président.

A défaut, toute assemblée peut être convoquée :

- par le commissaire aux comptes, ainsi que par un ou plusieurs associés réunissant au moins 10 % du capital, après avoir vainement requis sa convocation par le Président par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- par un mandataire désigné en justice à la demande du Comité d'entreprise en cas d'urgence ;
- par le liquidateur pendant la période de liquidation.

- Ordre du jour :

L'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour et expose les motifs de la réunion dans un rapport lu à l'assemblée générale.

Le Comité d'entreprise représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, a la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

A cet effet, l'auteur de la convocation informe le comité d'entreprise, par tout moyen à sa convenance, de la date de réunion de toute assemblée générale et de son objet, vingt cinq jours au moins avant l'assemblée réunie sur première convocation.

La demande du comité d'entreprise, accompagnée du texte des projets de résolutions et, éventuellement, d'un bref exposé des motifs, doit être envoyée au Président, au siège social, par lettre recommandée avec accusé de réception vingt jours au moins avant la date de l'assemblée.

- Lieu de réunion :

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu figurant dans les avis de convocation.

- Forme et délais de convocation :

La convocation est faite dix jours avant la date de l'assemblée par tout procédé de communication écrit ou non.

Toutefois, les convocations effectuées, le cas échéant, par une personne autre que le Président, devront être obligatoirement faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les assemblées convoquées verbalement ne délibéreront valablement que sous la condition que tous les associés soient présents ou représentés. En cas de démembrement de propriété, seule la présence ou la représentation du titulaire effectif du droit de vote sera requise pour la validité des délibérations de l'assemblée.

25.1.2. Accès aux assemblées - Vote

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales.

Un associé personne morale est représenté aux assemblées générales par son représentant légal ou par toute personne désignée par ce dernier en qualité de fondé de pouvoir. Un associé personne physique peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé désigné en qualité de mandataire.

Tout associé peut également voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société trois jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

Les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme un vote négatif.

Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions proposées par le Président et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.
Le formulaire de vote par correspondance peut, le cas échéant, constituer un document unique avec la formule de procuration. Dans ce cas l'associé fait son choix en cochant les cases correspondantes.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

25.1.3. - Tenue des assemblées

- Feuille de présence :

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence qui contient les mentions suivantes :

- La dénomination et le lieu du siège social s'il s'agit d'une personne morale, les nom et prénom usuel et adresse s'il s'agit d'une personne physique, de chaque associé, le nombre d'actions dont il est titulaire.
- Les nom et prénoms usuels du représentant légal, ou de son délégué, de chaque associé.
- L'indication des associés représentés et de l'identité de leur mandataire.
- L'indication de chaque associé ayant adressé à la société un formulaire de vote par correspondance.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les associés présents et les mandataires, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

- Bureau :

L'assemblée générale est présidée par le Président.

En son absence, l'assemblée élit elle-même son Président.

Le Président désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des membres de l'assemblée.

25.2. Consentement acté des associés

Les décisions collectives peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte et notamment de la signature, par tous les associés, d'un texte comportant une ou plusieurs propositions de résolutions.

Le texte des résolutions proposées sera établi par le Président et remis à chaque associé.

Les associés feront leur affaire de la circulation entre eux de l'original de l'acte comportant la ou les propositions de résolutions, en vue d'y apposer leur signature accompagnée de la date.

Toutefois, les signatures des associés pourront valablement être recueillies sur des actes ou textes de résolutions distincts à condition que les propositions de résolutions qu'ils comportent soient rédigées en termes strictement identiques.

Le texte des propositions de résolutions sera réputé adopté à la date de la dernière des signatures apposées par les associés.

25.3. Consultations écrites

Dans ce cas, le Président adresse, par tout moyen de communication, à condition qu'il en soit accusé réception, un bulletin de vote, portant les mentions suivantes :

- la date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze jours à compter de la date d'expédition des bulletins de vote,

- le texte de la ou des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet),

- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner, par tout moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception, un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée.

L'associé n'ayant pas répondu dans le délai indiqué est considéré comme ne prenant pas part au vote et par voie de conséquence comme non exprimé.

25.4. Démembrement de propriété

En cas de démembrement de la propriété des actions composant le capital social, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour la décision concernant l'affectation des bénéfices et distribution de dividendes, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, usufruitier et nu-propriétaire seront destinataires des mêmes documents et informations, préalablement à l'adoption de toute décision collective.

De la même manière, usufruitier et nu-propriétaire pourront participer, le cas échéant, aux assemblées générales d'associés, nonobstant le titulaire effectif du droit de vote pour chacune des résolutions proposées.

Article 26 - PROCES-VERBAUX

Les décisions collectives des associés sont constatées dans des procès-verbaux signés du Président et du secrétaire pour les décisions adoptées en assemblée générale et du seul Président pour les décisions résultant d'une consultation écrite.

Les décisions collectives résultant du consentement acté des associés seront reportées dans le registre des décisions collectives sous la signature du Président.

Article 27 - DROIT DE COMMUNICATION

Toutes les consultations des associés seront accompagnées d'un rapport du Président exposant les motifs des décisions soumises à l'approbation des associés.

En outre, préalablement à toutes décisions collectives, quelle qu'en soit la forme, tout associé peut demander au Président toutes explications nécessaires à son information.

Il a le droit également d'obtenir la communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

Article 28 - ASSOCIE UNIQUE

Si la société comporte un associé unique, celui ci exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

L'associé unique statue sous forme de décisions unilatérales consignées dans le registre des décisions collectives sous sa signature et celle du Président.

TITRE VII
COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 29 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et usages du commerce.

Il est dressé le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Président établit le rapport de gestion contenant les indications prévues par la loi.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation des associés dans les six mois de la clôture de l'exercice social, sauf prorogation de ce délai par décision de justice.

Article 30 - FIXATION - AFFECTATION - REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice disponible est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Les associés ont la faculté de reporter à nouveau ce bénéfice ou de l'affecter en totalité ou en partie à la dotation de tous fonds de réserve.

Ils peuvent également prélever sur ce bénéfice un dividende réparti entre eux proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 31 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

31.1. Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la décision collective des associés.

31.2. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par le commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

31.3. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 32 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions prévues au paragraphe "*MODIFICATION DU CAPITAL*" ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision collective des associés est publiée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

En cas d'inobservation des prescriptions contenues aux alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer ou se prononcer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 33 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

33.1. La dissolution de la société peut être prononcée à tout moment par décision collective des associés.

33.2. La société est en liquidation dès l'instant où sa dissolution est survenue pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination sociale est alors suivie de la mention "société en liquidation".

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Après extinction du passif et des frais de liquidation, le produit net de celle-ci est employé à rembourser aux associés le montant libéré et non amorti des actions qu'ils possèdent ; l'excédent, s'il y a lieu, constituant le boni de liquidation, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun d'eux.

Article 34 - CONTESTATIONS - ELECTION DE DOMICILE

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.